

## LE 14 MARS, VOTONS NPA POUR ENVOYER AU CONSEIL RÉGIONAL DES TRAVAILLEURS QUI SERONT NOS PORTE-PAROLE ET QUI NE LÂCHERONT RIEN !



Dans ces élections, nous voulons faire entendre une autre voix, celle qu'on n'entend jamais lors des campagnes électorales. Les exigences que nous portons sont celles qui s'expriment dans les mobilisations des travailleurs du privé contre les licenciements et les salaires de misère, celles des salariés du public contre les suppressions de postes, celles de la jeunesse pour le droit à un avenir digne de ce nom.

Les candidats de nos listes vivent dans la « vraie vie », ils partagent les mêmes difficultés que le reste de la population. Ils sont eux-mêmes des salarié-e-s, des jeunes, en butte au chômage, à la précarité, aux bas salaires. Ils défendent au Conseil Régional, s'ils sont élus, ce qu'ils défendent tous les jours sur leurs lieux de travail et d'étude et lors des mobilisations : des mesures d'urgence sociale, démocratique et écologique qui répondent aux besoins de la très grande majorité de la population. Ils s'efforceront de donner l'écho le plus large possible aux mobilisations et d'aider à leur convergence.

A la différence des professionnels de la politique, nous ne nous contentons pas de dire " votez pour nous et nous ferons le reste " car c'est tous ensemble par la mobilisation que l'on pourra réellement changer la donne !

**Héléne Hebenstreit,**  
tête de liste en Moselle.

**Jean-Noël BOUET**  
53 ans  
éducateur PJJ  
à Bar-le-Duc  
Tête de liste régionale et 55



**Fanny LAURENT**  
33 ans  
bibliothécaire  
à Épinal  
Tête de liste 88



**Jean-Christophe BERCHE**  
45 ans  
éducateur de rue  
à Vandoeuvre  
Tête de liste 54



### Les candidat-e-s en Moselle

- |  |  |
|--|--|
| 1/ <b>Héléne HEBENSTREIT</b> - 26 ans, employée de bibliothèque              | 20/ <b>Alain GILBART</b> - 57 ans, cheminot à la retraite                          |
| 2/ <b>Fabien ENGELMANN</b> - 30 ans, ouvrier territorial                     | 21/ <b>Fanny BAUDEQUIN</b> - 23 ans, professeure des écoles                        |
| 3/ <b>Catherine STOTZKY</b> - 38 ans, enseignante en lycée                   | 22/ <b>Sébastien CLOSSE</b> - 30 ans, auxiliaire de vie                            |
| 4/ <b>Jérémy DI CICCIO</b> - 32 ans, plombier-chauffagiste                   | 23/ <b>Marie PAPIN</b> - 24 ans, étudiante et employée dans la restauration rapide |
| 5/ <b>Monique SAÏB-ROULLET</b> - 56 ans, secrétaire                          | 24/ <b>Mauro DE VITO</b> - 44 ans, cuisinier de collectivité                       |
| 6/ <b>Régis MICHON</b> - 41 ans, ouvrier soudeur                             | 25/ <b>Pauline TROGNON</b> - 32 ans, médecin urgentiste                            |
| 7/ <b>Ewa DEBICKI</b> - 47 ans, employée dans un centre socio-culturel       | 26/ <b>Grégory DIAFERIA</b> - 31 ans, conducteur de train dans le secteur privé    |
| 8/ <b>Yves VILBOIS</b> - 39 ans, enseignant en collège                       | 27/ <b>Odile VINCENT-FALQUET</b> - 39 ans, conseillère principale d'éducation      |
| 9/ <b>Clémence BERGDOLL</b> - 19 ans, étudiante                              | 28/ <b>Denis BECKRICH</b> - 29 ans, jardinier                                      |
| 10/ <b>Bruno MORETTO</b> - 48 ans, conducteur ferroviaire dans la sidérurgie | 29/ <b>Rosa BONINSEGNA</b> - 90 ans, femme de ménage retraitée                     |
| 11/ <b>Anne COSTA</b> - 27 ans, auxiliaire socio-éducative                   | 30/ <b>Laurent STEPHANO</b> - 37 ans, cheminot                                     |
| 12/ <b>Fernand BECKRICH</b> - 56 ans, professeur des écoles                  | 31/ <b>Nadège WIESEN</b> - 31 ans, hôtesse de caisse                               |
| 13/ <b>Eliane SCHELLENBERGER</b> - 49 ans, employée administrative           | 32/ <b>Jean-François QUANTIN</b> - 59 ans, enseignant en collège                   |
| 14/ <b>Julien SIBI</b> - 23 ans, informaticien                               | 33/ <b>Catherine CASILLI</b> - 36 ans, auxiliaire de vie scolaire                  |
| 15/ <b>Cécile LOPEZ</b> - 29 ans, professeure des écoles                     |  |
| 16/ <b>Philippe LE MOAL</b> - 47 ans, aide-soignant dans le secteur privé    |  |
| 17/ <b>Jeanne SCHMITT</b> - 74 ans, ouvrière à la retraite                   |  |
| 18/ <b>Kévin DJADAVJEE</b> - 25 ans, étudiant                                |  |
| 19/ <b>Anne WEINBERG</b> - 51 ans, adjointe administrative                   |  |



liste soutenue par **Olivier BESANCENOT**



# Tout changer, rien lâcher !

avec la liste conduite par  
**Jean-Noël BOUET**  
53 ans, éducateur PJJ, tête de liste régionale  
et **Héléne HEBENSTREIT**  
26 ans, employée de bibliothèque, tête de liste 57



Les élections régionales auront lieu dans quelques semaines alors que les conditions de vie de la population se sont gravement détériorées.

### Les banquiers, les patrons et Sarkozy nous mènent droit dans le mur.

Les grands groupes industriels et financiers font payer la crise, dont ils sont responsables, au monde du travail, aux classes populaires. ArcelorMittal a réalisé un bénéfice de 118 millions de dollars pour 2009 alors que les salariés du groupe subissaient le chômage technique, le renvoi des intérimaires, le blocage des salaires... Ces jours-ci, après les licenciements chez Fermoba à Petit-Réderching, le dépôt de bilan de Lithorade près de Forbach et la fermeture de l'usine Raffel à Sarrebourg ont été annoncés.

Sous prétexte de plans de sauvetage, Sarkozy et son gouvernement ont distribué des dizaines de milliards d'euros aux banques, aux industriels ainsi qu'aux plus riches à travers les baisses d'impôts. Et on ne compte pas les sommes englouties pour mener leur sale guerre en Afghanistan. Maintenant, au nom des déficits qu'ils ont ainsi créés, ils justifient des dizaines de milliers de suppressions de postes dans l'éducation ou dans la santé. Pour tenter de faire diversion, ils sèment le racisme avec le débat empoisonné sur la soi-disant « identité nationale ».

### Ce pouvoir profite des capitulations de la gauche.

Le gouvernement annonce une nouvelle attaque contre le droit à la retraite, et... le Parti Socialiste lui emboîte le pas. Martine Aubry accepte le report de l'âge légal de départ en retraite de 60 à 61 ou 62 ans puis se reprend et François Hollande confirme que selon lui « il faudra cotiser plus longtemps » !

La gauche gouverne 20 régions sur 22 depuis 2004, dont la Lorraine. Ils avaient promis d'en faire des « contre-pouvoirs » face à la droite. Mais le PS avec ses alliés du PCF et des Verts ont subventionné les groupes du CAC40, les lycées privés, les centres de formation d'apprentis contrôlés par le patronat, tout cela au détriment du service public.

Il faut mettre une gifle à Sarkozy et à ses relais régionaux, parce qu'une victoire renforcerait leur politique. Mais plus largement, il faut battre les politiques antisociales.

### Avec le NPA, un vote de résistance pour préparer la riposte !

Une autre politique est possible si l'on remet en cause la logique du marché et la mainmise des groupes financiers et industriels sur l'économie. Pour porter des mesures anticapitalistes, il faut s'attaquer aux intérêts d'une minorité privilégiée en s'appuyant sur la mobilisation des salariés et des jeunes.

Des mesures régionales liées à un programme général d'urgence sociale, démocratique et écologique, voilà ce que propose le NPA. C'est ce que nous défendrons dans cette campagne et au Conseil Régional, si nous sommes élus. C'est surtout ce que le NPA s'engage à défendre dans les luttes afin qu'elles convergent et se fondent en un mouvement d'ensemble capable de s'affronter au gouvernement et au patronat. Ce mouvement large et puissant des travailleurs est le seul moyen d'imposer nos revendications et notre contrôle sur l'économie et la société.

Le 14 mars, en votant pour la liste NPA, nous pouvons montrer notre colère contre les responsables de la situation actuelle, tous ceux qui expliquent que le capitalisme est notre seul avenir, qu'il faut se résigner à un système injuste et inégalitaire.

## RÉUNION PUBLIQUE À METZ

lundi 8 mars - 20h, Maison des Associations (1, rue du Coëtlosquet)

avec **Jean-Noël BOUET**, **Héléne HEBENSTREIT** et **Sandra DEMARCO** (membre du Comité Exécutif du NPA)

[npa-regionales2010.org](http://npa-regionales2010.org)



# NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

## Pas un euro pour le patronat !

La Lorraine accorde beaucoup d'aides aux entreprises privées sous prétexte de développement économique, d'innovation et d'emploi et n'a jamais demandé le moindre compte. Ces aides incluent pourtant des groupes qui délocalisent ou licencient. En janvier, Jean-Pierre Masseret est allé lui-même apporter un chèque de 900 000 euros à la Smart qui a licencié 72 personnes sur le site de Hambach en 2009.

Le NPA propose de **supprimer ces subventions parce qu'elle ne servent qu'aux capitalistes. Nous exigeons la récupération des sommes versées. Ces millions d'euros doivent être réaffectés dans des actions de soutien à ceux et celles qui souffrent de la crise.** C'est-à-dire aider les salariés et leurs luttes, pas le patronat. Dans ce cadre, nous voulons créer :

- Un fonds de soutien aux travailleurs en lutte, notamment pour les salariés qui font grève contre des plans de licenciements ou contre des fermetures d'entreprises.
- Un office public régional de conseil aux salariés, à leurs représentants et organisations, pour les accompagner gratuitement dans leurs actions en justice et se porter partie civile, à leurs côtés, chaque fois qu'une décision patronale portera atteinte aux intérêts de la collectivité.
- Un fonds régional d'investissement, pour aider les travailleurs candidats à la reprise autogérée d'entreprises fermées ou démantelées.

## L'argent public pour le service public !

La majorité PS-PC-Verts subventionne le privé, notamment les lycées, au-delà de l'obligation légale : 5,6 millions d'euros entre 2008 et 2010. Et elle se vante de privilégier l'apprentissage avec 34 millions d'euros versés aux employeurs d'apprentis pourtant déjà bien aidés par le gouvernement. **Le NPA propose un changement de cap radical. L'argent public doit aller exclusivement aux services publics.**

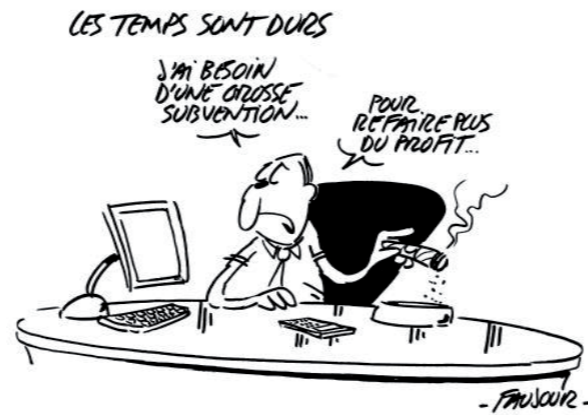
- Arrêt des subventions aux lycées privés, reversement de ces sommes aux lycées publics.
- Priorité aux lycées professionnels publics sur l'apprentissage.
- Intégration des CFA et de leurs personnels dans le service public.
- Confier les missions de formation professionnelle à des organismes publics (AFPA, GRETA...).
- Accès aux soins de proximité sur tout le territoire. Cela est primordial alors que la loi Bachelot détruit l'hôpital public et crée les agences régionales de santé qui autorisent le financement par les impôts régionaux des « maisons médicales » libérales.

## Résister, lutter, imposer nos droits

Le NPA et ses candidats soutiennent les luttes des travailleurs et de la jeunesse, tous les mouvements pour les droits sociaux et démocratiques. Les jeunes subissent la casse de l'éducation et Sarkozy peaufine aujourd'hui avec le Medef de nouvelles attaques contre le monde du travail, notamment sur les retraites. Nous exigeons :

- Un emploi stable et décent pour tous : interdiction des licenciements, diminution du temps de travail jusqu'à la résorption complète du chômage.
- Un revenu qui permette de vivre : augmentation générale de 300 euros pour tous, pas de revenu inférieur à 1500 euros nets.
- Droit à une retraite complète, calculée sur le meilleur salaire, au plus tard à 60 ans après 37,5 années maximum de travail.
- Un toit, c'est un droit : investissement massif pour le logement social, réquisition des logements vides.
- Egalité des droits entre toutes et tous et régularisation de tous les sans-papiers.

Pour être appliqué, ce programme exigera une mobilisation populaire capable de dépasser les restrictions qu'imposent les actuels cadres institutionnels. **Le patronat, aidé par Sarkozy, profite d'un rapport de force en sa faveur. Mais les travailleurs, qui font tourner la société de A à Z, qui produisent toutes les richesses, ont tout à fait les moyens de l'inverser : la mobilisation et la grève !**



## Transports publics gratuits !

La gratuité des transports collectifs est à la fois un **besoin social et une urgence écologique**, car si on ne diminue pas fortement la circulation automobile, il sera impossible de faire baisser les émissions de gaz carbone dont on connaît les conséquences sur l'environnement.

Les recettes de la billetterie représentent suivant les régions entre 17 et 30% des coûts, le reste étant complété par les subventions publiques. Une partie importante pourrait être couverte **en généralisant à l'échelle nationale la contribution transport des employeurs et en la portant à 100% du trajet domicile-travail des salariés.** Cette mesure implique également la **réduction des budgets affectés au réseau routier.** Evidemment, la gratuité devra aller de pair avec une politique d'amélioration, de développement et d'extension du service public des transports.

D'autre part, la population doit pouvoir contrôler où va l'argent public pour éviter des affaires comme celle de la gare Lorraine TGV implantée sans raccordement au réseau Métrolor, pour des raisons politiciennes très éloignées des besoins des usagers.

## Dépôt de bilan pour Lithorade, ce n'est pas aux salariés de payer !

Fin 2009, le groupe allemand Bertelsmann a « vendu » pour 1 euro les 48 salariés de son imprimerie à Lithorade qui a alors récupéré comme client... Sonopress, filiale de Bertelsmann. Aujourd'hui, l'entreprise d'Oeting près de Forbach les vire ! En 2001, Bertelsmann a reçu près de 150 000 euros de la Région. La majorité actuelle n'a rien fait pour récupérer cet argent et protéger les salariés. Pour maintenir les emplois, la solution, c'est pas les subventions publiques aux entreprises, la solution c'est de lutter pour l'interdiction des licenciements !

## Eurostamp : encore un patron qui se moque du monde...

En décembre 2009, par un mal nommé « plan social de sauvegarde de l'emploi », il y avait eu 94 licenciements dans cette boîte qui travaille en sous-traitance de l'automobile. Aujourd'hui, la direction de l'entreprise demande aux ouvriers restant de faire des heures supplémentaires, refuse également d'accorder les congés et fait appel à des intérimaires. L'interdiction des licenciements et le maintien du statut du salarié dans l'entreprise avec garantie du salaire pendant les périodes de moindre activité, voilà une perspective de lutte !



## L'argent sale de Bure avec la bénédiction des élus Verts...

Bar le Duc a bénéficié de plus de 2,5 millions d'euros, grâce au Groupement d'Intérêt Public « Objectif Meuse » et ce ne sont pas les élus verts qui s'y sont opposés ! Ce GIP est, entre autres, financé par AREVA, EDF et le Commissariat à l'Énergie Atomique. Le président d'Europe Écologie, Cohn-Bendit, a montré la voie en votant au Parlement Européen pour que le nucléaire soit considéré comme une énergie propre ! Nous ne sommes pas du même camp, nous, c'est contre l'enfouissement des déchets nucléaires que nous nous battons !

## Centre Pompidou - Metz, un service public en carton-pâte...

En faisant gérer l'activité de service public par un EPIC (établissement public industriel et commercial), la CA2M, présidée par Jean-Luc Bohl, a fait du même coup le choix d'embaucher des salariés non fonctionnaires... Pour la droite, la notion de service public ne signifie rien. Mais en Moselle, l'UMP est même avant-gardiste ! Avant même que Sarkozy et son gouvernement ne cassent la fonction publique, elle fait comme si le service public que doit être la Culture n'existait pas ! Le Conseil Régional qui subventionne le Centre Pompidou à hauteur de 4 millions se garde bien de réagir...

## Droit à l'avortement en danger !

L'inspection générale des affaires sociales (IGAS) a rendu un rapport alarmant quand à l'accès à l'IVG en France. Ce droit acquis par les luttes féministes est aujourd'hui remis en cause dans sa pratique. L'inquiétude doit se transformer en une priorité politique. Il est urgent de créer de nouveaux centres d'IVG, facilitant l'accès libre, gratuit et anonyme, à toutes les femmes, et d'embaucher du personnel formé et en nombre suffisant. Cette mesure doit être liée à la mise à disposition gratuit des moyens de contraception ainsi que de la pilule du lendemain.



## Rien ne va plus à la menuiserie Sippel

De la remise en cause de leurs acquis sociaux (heures sup' non payées, salaires qui stagnent...) au déni des règles basiques de sécurité, tout est mis en œuvre pour accélérer la course au profit au détriment des droits des ouvriers. Depuis fin 2009 une partie des salariés de la menuiserie d'Altwiller ont entamé un bras de fer avec leur nouvelle direction. La cause ? Une modification prochaine de leur contrat de travail impliquant une réduction des heures travaillées et du salaire, une réforme abusive et illégale qui a été accompagnée d'une annonce de 5 licenciements !

## Fermeture de Raffel à Sarrebourg

Dans un communiqué de décembre 2007, Le Président de la région disait « Le Conseil Régional a donc accompagné l'entreprise Raffel dans la gestion des Ressources Humaines en facilitant le transfert des compétences et le développement de la polyvalence des salariés ». Un peu plus de 2 ans plus tard, 94 salariés sont licenciés. C'est aux patrons à qui Masseret apporte son aide mais ce sont toujours les travailleurs qui trinquent.